



## Emploi – Chômage – Marché du travail Les derniers chiffres Impiegatu – Disimpiegatu – Mercatu di u travagliu L'ultimi dati

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, en Corse, le secteur privé totalise plus de 81 000 salariés en progression de 2,5 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse est portée plus particulièrement par les secteurs de l'hébergement et de la restauration et du commerce (+6,1 % et +5 %).

Dans le même temps, la proportion de chômeurs dans la population active reste l'une des plus élevée de France métropolitaine malgré un léger repli observé sur un an. Ainsi, au début de l'année 2018, le taux de chômage insulaire (10 %) est supérieur de 1,1 point au taux national.

Enfin, au mois de juin 2018, Pôle emploi compte 22 240 personnes à la recherche d'un emploi. Cet effectif diminue sur un trimestre comme sur un an (respectivement -2,6 % et -0,9 %).

À u primu trimestru di u 2018, in Corsica, u settore privatu cunta più di 81 000 impiegati. 'ssu numeru cresce di 2,5 percentu per raportu à l'annu scorsu. U rialzu di i travagliadori si vede u più in i settori di l'osteria è di a ristorazione è di u cummerciu (+6,1 % et +5 %).

In u listessu tempu, u percentuale di disucupati inde a pupulazione attiva stà frà i più alti di Francia metropolitana malgratu una piccula calata dapoì à un annu. Cusì, à u principiu di u 2018, u tassulu di disimpiegatu di a Corsica (10 %) hè più altu di 1,1 puntu chè quellu à livellu naziunale.

Infine, à u mese di ghjugnu di u 2018, sò 22 240 persone à esse scritte à u Pôle emploi. 'ssu numeru cresce per raportu à l'annu scorsu mà dinù per raportu à u primu trimestru di 2018.

### CHIFFRES – CLÉS / Cifri maiò

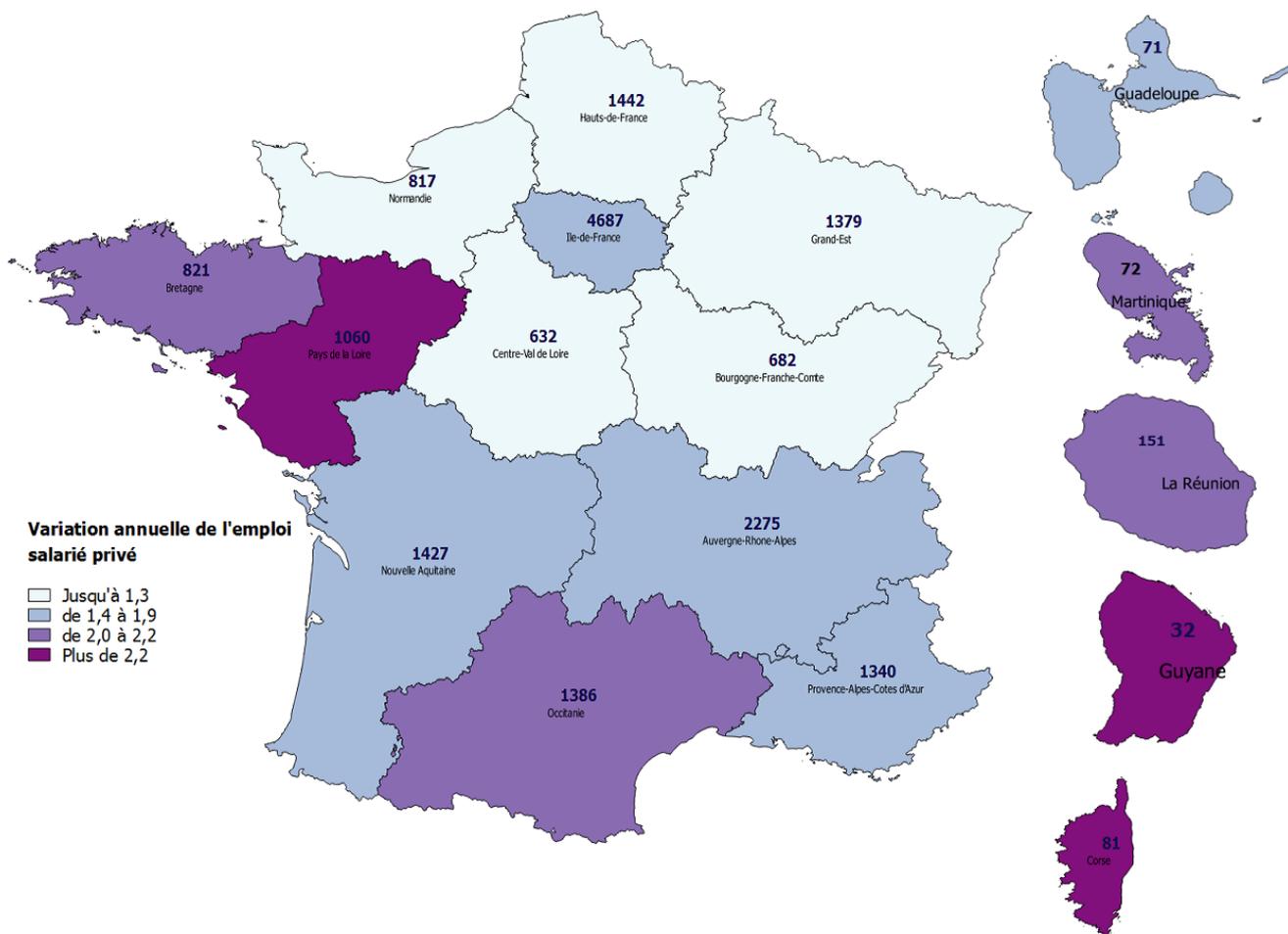
	Valeur	GT	GA
Effectifs salariés du secteur privé – CVS (1 <sup>e</sup> trim. 2018)	81 137	-2,0 %	+2,5 %
Masse salariale en millions d'euros – CVS (1 <sup>e</sup> trim. 2018)	523,6	+0,9 %	+4,8 %
Salaires moyen par tête mensuel en euros (1 <sup>e</sup> trim. 2018)	2 173	-0,0 %	+2,7 %
Taux de chômage localisé (1 <sup>e</sup> trim. 2018)	10,0 %	+0,5 pt	-0,3 pt
Nombre de DEFM de cat. A,B,C au 30/06/2018	22 240	-2,5 %	-0,9 %

Source : AcoSS – Urssaf ; Insee ; Pôle emploi-Dares

# I. 1<sup>er</sup> trimestre 2018 : VIVE PROGRESSION DE L'EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ

## Primu trimestru di u 2018 : prugressione franca di l'impieggu ind'u settore privatu

Carte 1 : Effectifs salariés privés en milliers au 31/03/2018 (CVS) et évolution



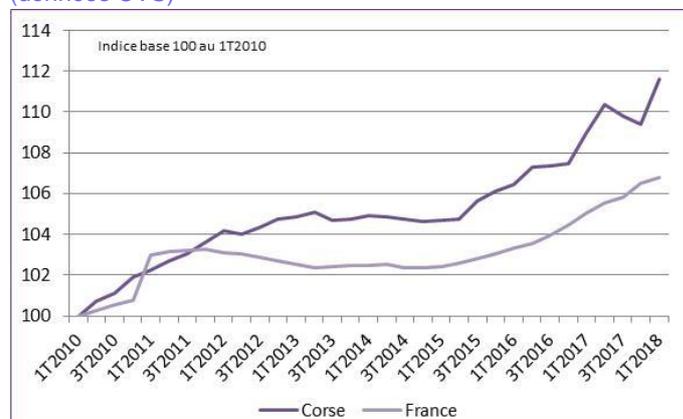
À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, la Corse comptabilise **81 137 emplois salariés dans le secteur privé**. Sur un an, cet effectif progresse de 2,5 % suivant une tendance plus soutenue qu'au niveau national (+1,7 % par rapport au 1T2017). La Corse est ainsi la seconde région de France métropolitaine en termes de croissance de l'emploi juste après les Pays de la Loire (+2,7 %) et devant l'Occitanie (+2,2 %). Si l'on considère la France Entière, la Guyane affiche la progression annuelle la plus prononcée (+8,3 %) alors qu'un an auparavant elle était la seule région dont l'effectif enregistrait un repli.

En glissement trimestriel, la Corse enregistre des emplois supplémentaires après deux trimestres de repli (+2,0 % après -0,3 % au 4T2017 et -0,5 % au 3T2017) (Voir Graphique 1).

Parallèlement, le nombre de déclarations d'embauche (hors intérim) continuent de progresser. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, **18 940 intentions d'embauche** ont été déposées auprès des caisses d'URSSAF de Corse, soit 4,1 % de plus qu'au trimestre précédent. Tous les types de contrats sont concernés, les CDD comme les CDI suivent cette tendance. Les CDI ne représentent cependant qu'une part de 16 % de ces contrats. **L'hôtellerie, café et restauration** est le

secteur qui prévoit le plus de recrutement avec une part de 38 % et affiche avec l'industrie et les services **l'évolution la plus marquée sur le trimestre (+7 %)** tandis que le commerce enregistre un repli des intentions d'embauche (respectivement -3,5 %).

Graphique 1 : Évolution trimestrielle de l'emploi salarié privé (données CVS)



Source : Acoff – Urssaf – Traitement CorsiStat

## Des créations d'emploi portées par le tertiaire marchand

Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, tous les secteurs affichent une hausse des effectifs. La progression est particulièrement marquée dans le secteur de **l'hébergement et de la restauration pour lequel un accroissement de 9,5 % est observé**, soit un gain de plus de 1 000 emplois.

Sur un an, l'industrie perd 12 postes tandis que les autres secteurs présentent un niveau d'emploi supérieur à celui du début de l'année 2017. **Le commerce et l'hôtellerie et la restauration arrivent en tête** avec une hausse à des taux respectifs de +5,0 % et +6,1 % correspondant à 837 et 697 emplois supplémentaires.

Pour autant, **l'hôtellerie et la restauration** reste le secteur le plus concerné par les demandes de délais de paiement auprès de l'Urssaf (7,3 % des cotisants du secteur au 1T2018) et son taux d'impayés (12,2 %), le premier

## Des salaires moyens inférieurs malgré une vive progression

Dans le même temps, la masse salariale et le salaire moyen par tête (SMPT) poursuivent leur trajectoire haussière.

Dans le secteur privé, **la masse salariale s'élève à 524 millions d'euros** (donnée corrigée des variations saisonnières) au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Elle augmente de 4,8 % sur un an et enregistre le **taux d'accroissement le plus élevé de France métropolitaine** (+3,4 % / 1T2017).

Par ailleurs, en moyenne, sur le trimestre, un salarié du secteur privé est rémunéré **2 174 euros brut par mois soit 2,7 % de plus qu'un an auparavant**. La Corse réalise ainsi la progression la plus marquée mais demeure la région où la rémunération moyenne est la moins élevée (*Voir Tableau 1*). A contrario, l'Île-de-France enregistre le SMPT le plus élevé avec une valeur de 3 335 euros brut soit près de 1 160 euros de plus que la Corse.

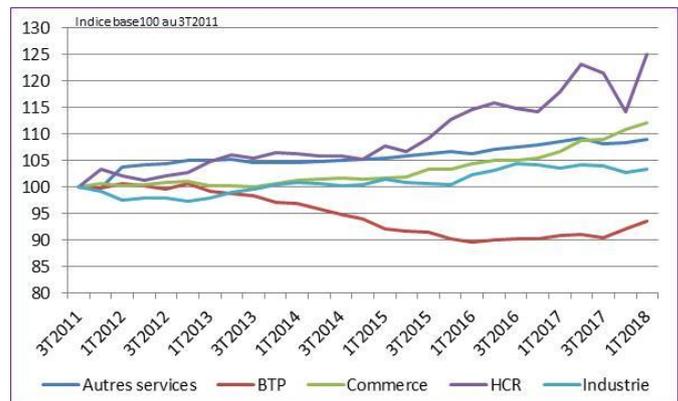
Toutefois, l'analyse par grands secteurs d'activité met en évidence des disparités de revenus. Si l'industrie apparaît comme le domaine le plus rémunérateur avec un SMPT de 2 481 euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, c'est aussi le secteur d'activité où la différence avec le national est la plus significative. En effet, l'écart de salaire mensuel est en moyenne inférieur de près de 650 euros par rapport à la France entière et de 480 euros par rapport à la France de province (France métropolitaine hors Île-de-France).

A contrario, au cœur de l'hiver, l'hôtellerie et la restauration qui présente le SMPT le moins élevé parmi les grands secteurs (1 802 € / mois brut) affiche un différentiel moins marqué avec des rémunérations supérieur en Corse (+24 € / France entière ; +90 € / Province).

Dans les autres services, les écarts avec la Province sont petits avec un salaire insulaire moyen supérieur de 9 euros.

parmi les différents secteurs en hausse de 1,5 point sur un an traduit des difficultés de trésorerie malgré un dynamisme apparent en termes de créations d'emploi.

Graphique 2 : Évolution de l'emploi salarié privé par grand secteur d'activités



Source : AcoSS – Urssaf – Traitement CorsiStat

Tableau 1 : Classement par région du SMPT<sup>1</sup> mensuel au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et évolutions

Régions	SMPT mensuel CVS	GA
<b>Corse</b>	<b>2 174 €</b>	<b>+2,7%</b>
Bourgogne-Franche-Comté	2 250 €	+1,5%
Bretagne	2 252 €	+2,0%
Nouvelle Aquitaine	2 280 €	+1,9%
Hauts-de-France	2 319 €	+1,9%
Pays de la Loire	2 320 €	+1,7%
Normandie	2 321 €	+1,6%
Centre-Val de Loire	2 322 €	+1,5%
Grand-Est	2 325 €	+1,7%
Occitanie	2 325 €	+1,8%
DOM	2 394 €	+2,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 405 €	+2,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	2 485 €	+1,8%
Île-de-France	3 335 €	+1,5%
<b>France entière</b>	<b>2 599 €</b>	<b>+1,7%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>2 603 €</b>	<b>+1,7%</b>
<b>France de province</b>	<b>2 346 €</b>	<b>+1,8%</b>

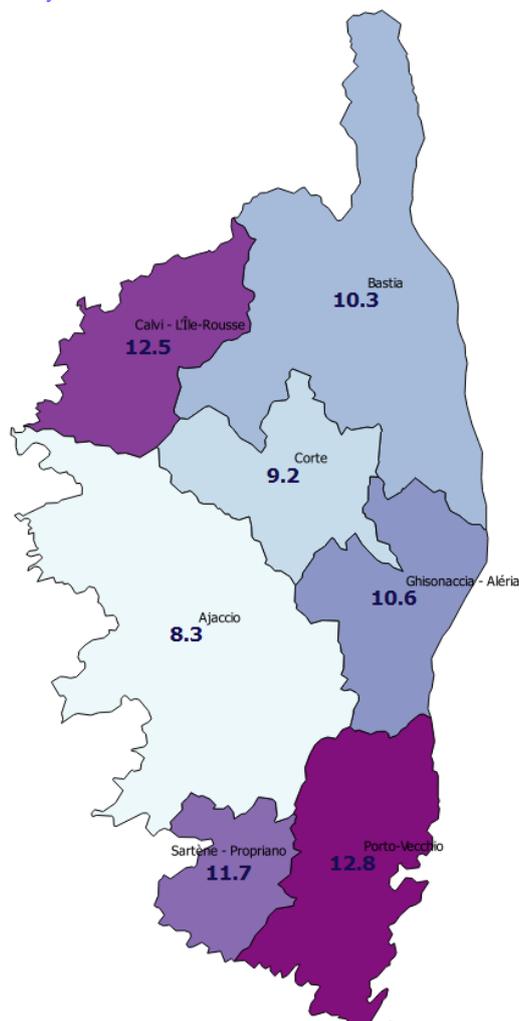
Source : AcoSS-Urssaf – Traitement CorsiStat

<sup>1</sup> SMPT : le Salaire moyen par tête est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif moyen du trimestre. On obtient la valeur mensuelle en divisant la donnée trimestrielle par 3.

## II. TAUX DE CHÔMAGE ET CHÔMEURS EN CORSE : UNE DEMANDE TOUJOURS ÉLEVÉE MALGRÉ DES SIGNES ENCOURAGEANTS

*Percentuale di disempiegu è disuccupati in Corsica: una dumanda sempre alta malgratu segni d'una ripigliata*

Taux de chômage localisés par ZONE D'EMPLOI en moyenne trimestrielle – 1<sup>er</sup> Trimestre 2018



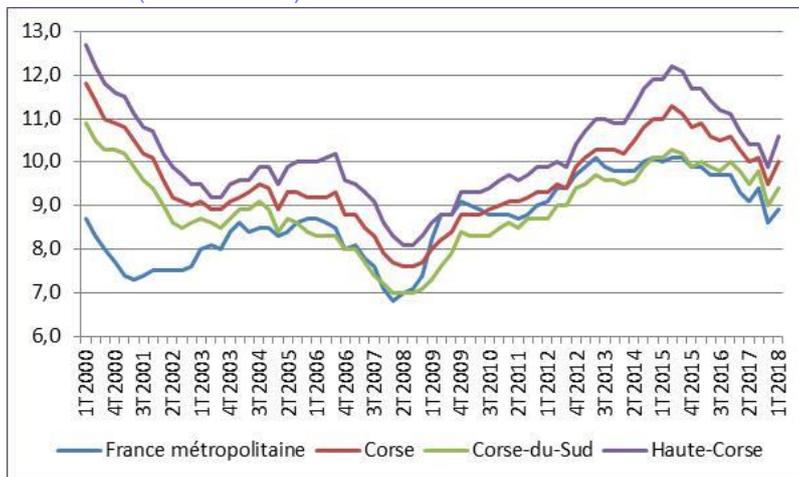
Source : Insee – Traitement CorsiStat

Tableau 2 : Comparaisons régionales des taux de chômage localisés – 1<sup>er</sup> trimestre 2018

Région	Taux de chômage (%)
Hauts-de-France	11,5
PACA	10,8
Occitanie	10,7
<b>Corse</b>	<b>10,0</b>
Normandie	9,2
Grand Est	8,8
Nouvelle Aquitaine	8,6
Centre – Val de Loire	8,5
Île-de-France	8,0
Auvergne – Rhône – Alpes	7,9
Bourgogne – Franche-Comté	7,8
Bretagne	7,6
Pays de la Loire	7,5
<b>France métropolitaine</b>	<b>8,9</b>

Source : Insee – Traitement CorsiStat

Graphique 3 : Évolution du taux de chômage localisé en moyenne trimestrielle (données CVS)



Source : Insee – Traitement CorsiStat

### Maintien du nombre de chômeurs à un niveau élevé

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, **10 % de la population active** était au chômage au sens du BIT<sup>2</sup> contre 8,9 % au niveau métropolitain. Ce taux diminue de 0,3 point sur un an mais augmente de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. **La Corse affiche l'une des parts les plus élevées** de France métropolitaine (*Voir Tableau 2*). Avec un taux de chômage de 11,5 %, les Hauts-de-France est la région la plus concernée par la problématique tandis que le Pays de la Loire reste la partie du territoire français la moins touchée (7,5 % de la population active y est au chômage).

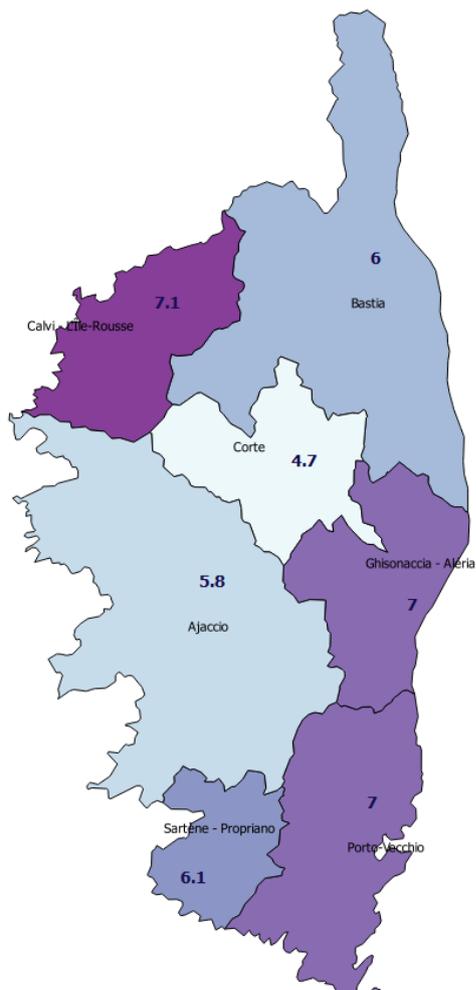
**Au sein du territoire, des disparités** sont observées. Le découpage par zone d'emploi met en relief des **micro-régions plus exposées**. Il s'agit de la **partie extrême-sud** (ZE de Porto-Vecchio) et de la **Balagne** où les proportions de chômeurs dans la population active avoisinent les 13 % (*Voir carte ci-dessus*).

À l'échelle des départements, la **Haute-Corse** présente un taux de chômage plus élevé (10,6 % contre 9,4 % pour la Corse-du-Sud). De plus, ce taux augmente de façon plus marquée sur le trimestre (+0,7 pt contre +0,4 pt) et est quasiment stable par rapport à l'an passé (-0,1 pt contre -0,4 pt pour la Corse-du-Sud).

Pour rappel, la **zone d'emploi d'Ajaccio** dont le nombre d'actifs couvre près du tiers de la population active insulaire est le territoire où **le taux de chômage est le plus bas** (8,3 %).

<sup>2</sup> Bureau internationale du travail – chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond à trois conditions : Être sans emploi, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et avoir cherché un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Un chômeur n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi ( et inversement) (définition de source Insee).

Demandeurs d'emploi (DE) de cat. A,B,C inscrits fin juin 2018 rapporté à la population active (15 ans et plus) par zone d'emploi en %



Sources : STMT, Pôle emploi-Dares ; Insee, RP2015 – Traitement CorsiStat

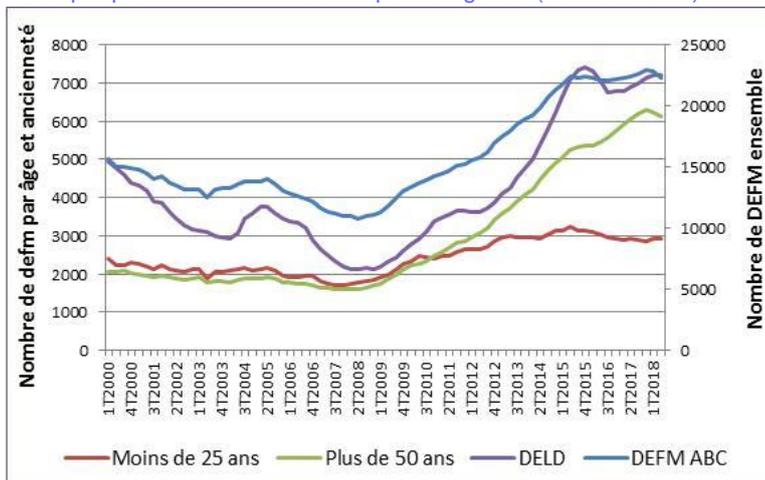
Tableau 3 : Demandeurs d'emploi de cat. A, B, C inscrits fin juin 2018 et évolution par âge et sexe

Sexe	Age	2T2018	Evolution sur un	
			trimestre	an
Hommes	Moins de 25 ans	1 430	0,0%	-5,9%
	Entre 25 et 49 ans	5 790	-5,1%	-3,7%
	50 ans ou plus	2 800	-3,1%	-3,1%
	<b>ensemble</b>	<b>10 020</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-3,8%</b>
Femmes	Moins de 25 ans	1 480	0,0%	+5,0%
	Entre 25 et 49 ans	7 410	-2,4%	-0,5%
	50 ans ou plus	3 330	0,0%	+5,4%
	<b>ensemble</b>	<b>12 220</b>	<b>-1,5%</b>	<b>+1,7%</b>
Ensemble	Moins de 25 ans	2 910	0,0%	-0,7%
	Entre 25 et 49 ans	13 200	-3,6%	-1,9%
	50 ans ou plus	6 130	-1,4%	+1,3%
	<b>ensemble</b>	<b>22 240</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,9%</b>

Source : Pôle emploi-Dares, STMT – Traitement CorsiStat

<sup>3</sup> Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi.

Graphique 4 : Évolution des DE par catégories (données CVS)



Source : Direccte, Pôle emploi – Traitement CorsiStat

### Un début d'année encourageant malgré une demande toujours élevée

À la fin du mois de juin 2018, **22 240 personnes** sont inscrites à Pôle emploi en Corse en catégories A, B et C<sup>3</sup>. Cela représente 200 personnes de moins qu'en juin 2017 (-0,9 %) alors que dans le même temps, à l'échelle nationale une progression de 1,4 % est observée.

Depuis le début de l'année 2018, bien que le niveau de l'effectif des demandeurs d'emploi reste parmi les plus élevés, il tend à diminuer. Ainsi, le nombre d'inscrits qui diminuait de 0,3 % entre la fin décembre 2017 et la fin mars 2018, affiche à la fin du second trimestre de l'année 2018, une contraction de 2,6 % par rapport au trimestre précédent.

L'analyse par zone d'emploi permet de mettre en évidence que certaines micro-régions sont plus exposées à la problématique du chômage. Des similitudes avec la répartition du taux de chômage se retrouvent ici même si la notion de demandeurs d'emploi diffère de celle des chômeurs au sens du BIT. Ainsi, la **part de demandeurs d'emploi** de fin de trimestre de catégories A,B,C dans la population active des 15 ans et plus est **plus élevée notamment dans la zone d'emploi de Porto-Vecchio (7 %) et en Balagne (7,1 %)** tandis que la région ajaccienne et surtout le Centre-Corse sont moins touchées (*Voir carte ci-dessus*).

À l'échelle des départements, la tendance est la même. Sur le trimestre, la **Haute-Corse comme la Corse-du-Sud enregistrent une baisse** des demandeurs d'emploi avec un effectif toutefois plus élevé dans le premier département (11 860 contre 10 370 pour la Corse-du-Sud). En revanche, sur un an alors que le nombre d'inscrit en Corse-du-Sud se replie de 2,2 %, celui de Haute-Corse s'accroît de 0,3 %.

Parmi les différentes catégories d'âges, **seule celle des « 50 ans ou plus »** accuse une **hausse (+1,3 % sur un an)**, avec toutefois un rythme de progression qui tend à se tasser.

Par ailleurs les **demandeurs d'emploi de longue durée** (DELD), c'est-à-dire à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, sont **plus nombreux** qu'un an auparavant. Ainsi, sur un an, leur effectif s'accroît de 4,6 %.

Enfin, Alors que le nombre d'hommes inscrits à Pôle Emploi diminue encore (-3,8 % sur un an), celui des

**femmes, plus nombreuses** sur les listes de Pôle emploi (elles représentent une part de 54 %) est toujours impacté mais de façon atténuée (*voir Tableau 3*). Elles sont ainsi 1,7 % de plus que l'année précédente à la recherche d'un emploi. Toutefois, l'amélioration générale observée sur le trimestre s'applique aussi à ce public puisque leur nombre diminue de 1,5 % par rapport à fin mars 2018 (-3,8 % pour les hommes).

## Tableaux annexes

Tableau 1 : Comparaisons régionales des évolutions de l'emploi salarié privé au 1T2018

Région	Glissement annuel (%)	Effectif salarié en milliers
Guyane	+8,3	32
Pays de la Loire	+2,7	1 060
Corse	+2,5	81
Occitanie	+2,2	1 386
Bretagne	+2,2	821
Réunion	+2,1	151
Martinique	+2,1	72
Nouvelle Aquitaine	+1,9	1 427
Guadeloupe	+1,9	71
Auvergne-Rhône-Alpes	+1,9	2 275
Provence-Alpes-Côtes d'Azur	+1,8	1 340
Île-de-France	+1,5	4 687
Hauts-de-France	+1,3	1 442
Grand-Est	+1,3	1 379
Normandie	+1,0	817
Bourgogne-Franche-Comté	+1,0	682
Centre-Val de Loire	+0,7	632

Source : Acoess-Urssaf – Traitement CorsiStat

Tableau 2 : Évolution de l'effectif salarié privé par grands secteurs

Grands secteurs	1T2017	4T2017	1T2018	GT (%)	GA (%)
Autres services*	33 449	33 416	<b>33 616</b>	+0,6	+0,5
BTP	10 575	10 712	<b>10 885</b>	+1,6	+2,9
Commerce	16 918	17 550	<b>17 756</b>	+1,2	+5,0
HCR	11 403	11 047	<b>12 099</b>	+9,5	+6,1
Industrie	6 342	6 290	<b>6 330</b>	+0,6	-0,2

\*hors Intérim

Source : Acoess-Urssaf – Traitement CorsiStat